

Faire partie du monde : réflexions écoféministes, de Collectif
Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2017, 172 p.

Ève-Laurence Hébert

Volume 38, numéro 2, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1062048ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1062048ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hébert, È.-L. (2019). Compte rendu de [*Faire partie du monde : réflexions écoféministes*, de Collectif Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2017, 172 p.] *Politique et Sociétés*, 38(2), 179–182. <https://doi.org/10.7202/1062048ar>

sonne et un acte dans le cadre d'un procès. Le philosophe va en fait jusqu'à accuser l'entretien de personnalité effectué lors des procès d'être « une ruse de la raison pénale. Tout en se donnant bonne conscience sous prétexte de "comprendre", on réfère l'acte jugé à une série d'autres traits individuels sans jamais référer tous ces éléments à leurs causes objectives ni à leurs enracinements dans la vie sociale et politique concrète, » (p. 151) Face à cette *dé-sociologisation* des actes individuels, Lagasnerie propose une « lecture politique des totalités » (p. 181), qui supposerait de prendre pleinement en compte les rapports entre les actes individuels et les conditions sociales qui les ont encouragés – expérience de la précarité économique, culture de la masculinité axée sur l'emploi de la violence dans la résolution des problèmes, etc. Une telle pratique impliquerait notamment « d'interroger nos pulsions de jugement, d'orienter notre énergie vers la transformation des totalités politiques plutôt que vers la répression des actions individuelles qui n'en sont que la manifestation occasionnelle et locale » (p. 185).

L'analyse du système de répression offerte par Lagasnerie inverse, à certains égards, la critique du système de jugement énoncée dans la partie précédente de son livre : si la justice désocialise les causes des actions, elle désindividualise en retour leurs conséquences, en postulant que les actes délictueux ne portent pas seulement atteinte aux personnes qui en sont victimes, mais également à des notions générales comme la nation ou encore l'ordre public. L'auteur soutient ainsi qu'« après avoir désocialisé les acteurs, l'État pénal "socialise" les actions, comme s'il voulait rendre chacun d'entre nous potentiellement responsable d'encore plus que ce que nous avons réellement fait afin de renforcer son emprise sur nous » (p. 225). Pour contrer cette perspective, Lagasnerie propose de concevoir l'acte criminel de manière plus restreinte, comme une « relation interpersonnelle dans laquelle un individu a infligé un tort à un autre » (p. 243), ce qui ouvrirait la voie à « des modalités plus latérales, plus singulières, de gestion des réponses à apporter

aux agressions, qui se situeraient dans le registre de la reconstruction et laisseraient aux acteurs la capacité de donner des significations autonomes à ce qui leur est arrivé, affirmeraient la possibilité du pardon, de la négociation, de la compensation, de la prise de parole » (p. 265).

Geoffroy de Lagasnerie conclut son ouvrage avec un appel à réintroduire la spéculation et la réflexion globale dans l'analyse en sciences sociales, en soutenant que sans ces dernières la recherche « ne peut poser que des questions locales, c'est-à-dire qui s'inscrivent dans et donc ratifient les formes des institutions – lesquelles ne seront par conséquent jamais interrogées dans leur définition même » (p. 286). Ce livre à contre-courant des représentations dominantes de l'État et du droit constitue une addition bienvenue aux débats sur les manières de rendre l'administration de la justice plus équitable et démocratique, tout en invitant à une analyse critique et englobante des phénomènes sociaux et des institutions politiques. En définitive, que l'on soit d'accord ou non avec les thèses défendues par Lagasnerie, on doit reconnaître qu'elles offrent un éclairage nouveau sur des questions – rapports entre État et société, crime, justice et punition, etc. – à la fois très anciennes et d'une grande actualité.

Emanuel Guay
Candidat au doctorat en sociologie,
Université du Québec à Montréal
emanuel.guay@mail.mcgill.ca

Faire partie du monde : réflexions éco-féministes, de Collectif Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2017, 172 p.

L'ouvrage rassemble des textes d'autrices provenant de différents milieux (universitaires, urbains, ruraux, communautaires, littéraires, militants, autochtones, anarchistes, entre autres), illustrant ainsi la diversité qui caractérise les écoféminismes, mais surtout les points qui les rassemblent. Le constat est unanime : il y a urgence d'agir devant la crise écologique à laquelle l'humanité fait face. Celle-ci est

structurellement liée au patriarcat, système de domination qui opprime les femmes autant que la nature. Dans les mouvements écologistes, une fermeture face aux enjeux féministes exclut les féministes et affaiblit la lutte (p. 14). Les écoféministes du courant politique ont donc « alli[é] écologie sociale et féminisme radical » pour conceptualiser et théoriser l'imbrication des deux systèmes de domination – le patriarcat et la destruction de l'environnement – afin de les mettre en lumière, les critiquer et les renverser. D'autres féministes écologistes concentrent plutôt leurs énergies et réflexions sur le rapport spirituel et holistique des femmes à la terre et au monde (p. 23), ou à réaffirmer le lien entre la nature et la culture, dissociées à tort par la philosophie occidentale (p. 28). Les écoféministes pacifistes, pour leur part, orientent leur combat autour de l'armement et du nucléaire, dont l'acquisition serait motivée par des hommes, mais les impacts seraient plus grands sur les femmes (santé reproductive, entre autres) (p. 26-27), alors que les antispécistes s'attaquent à la domination patriarcale sur les animaux et les femmes (p. 29). Finalement, la typologie des courants écoféministes en distingue un issu du Sud qui est à l'orée des sensibilités et des théorisations écoféministes (p. 31). Voyons comment les chapitres de *Faire partie du monde: réflexions écoféministes* mettent en application les différentes approches écoféministes.

Ellen Gabriel, écoféministe autochtone, fait une démonstration convaincante du lien entre le problème des femmes autochtones disparues et assassinées, leur exclusion des instances décisionnelles et plus largement les conditions socioéconomiques désolantes des communautés autochtones au Canada. Selon elle, les problèmes auxquels font face les Autochtones sont imputables à des lois et des politiques coloniales qui permettent aux entreprises de prospérer grâce à l'extraction des ressources naturelles et à l'appropriation des terres autochtones de manière négligente et déresponsabilisée (p. 37-39). Cette première analyse confirme la pertinence du lien entre féminisme et écologie pour une compréhension complète

des enjeux passés et actuels qui concernent les Autochtones. Dans un même ordre d'idées, Jacinthe Leblanc, chercheure en environnement et militante écoféministe, applique des concepts issus des théories féministes pour analyser les impacts de projets de développement minier comme le Plan Nord. Elle montre les difficultés d'un tel projet pour les femmes: l'accès à l'emploi dans ces industries où elles risquent de toute manière de subir « harcèlement, insultes, violences et sexisme » (p. 93), la division sexuelle du travail qui accroît la charge de travail des femmes qui doivent s'occuper du foyer pendant que le partenaire homme part travailler dans le Nord, l'exclusion des femmes des lieux de pouvoir de l'industrie minière, etc.

Par ailleurs, le texte antispéciste rédigé par Élise Desaulniers, directrice générale de la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) de Montréal, démontre, non pas sans une pointe d'humour acerbe, la construction sociale qui existe derrière le renforcement de l'identité masculine par une consommation ostentatoire de viande. « [Il] n'y a pas mieux qu'une entrecôte et une pipe pour rendre un homme heureux » (p. 43) est un message qui est véhiculé à travers la culture populaire et principalement les médias adressés aux hommes (magazines, livres de cuisine, publicités du Salon de l'homme, etc.). Délaissons ces conceptions patriarcales et hétéronormatives dans nos rapports à la nourriture et « célébr[ons] [...] le tofu et les 69 » (p. 52), encourage plutôt l'autrice.

L'écoféminisme en action a également sa place dans cet ouvrage collectif, notamment dans le texte d'Anna Kruzynski, professeure à l'École des affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia et militante féministe libertaire, qui discute comment des groupes libertaires de Pointe-Saint-Charles ont mis en action des principes de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire théorisés par Murray Bookchin avec une approche économique communautaire, responsable et holistique inspirée des écrits de J.K. Gibson-Graham. La participation active de Kruzynski dans

ces groupes permet un regard précis sur leurs entreprises (publication de textes, organisation d'assemblées, d'ateliers, d'actions directes, d'un réseau de troc, d'échange de services, etc.) et un recul critique et réflexif sur les explications de leur essoufflement regretté. Le texte montre l'importance de donner une nouvelle ontologie à l'économie de manière à en faire un outil pour une société plus juste, libre et égalitaire. De même, Céline Hequet, doctorante en sociologie à l'Université McGill, réfléchit à l'économie « orthodoxe » telle qu'elle se déploie actuellement – un type de gestion économique qui affecte les femmes et les écosystèmes. L'autrice propose des idées à mettre en œuvre pour développer une économie responsable et respectueuse : à l'image de la rémunération du travail ménager qui fait partie des revendications féministes depuis les années 1970 au Québec, il faudrait attribuer une valeur monétaire à la nature pour influencer ceux et celles qui l'exploitent en exigeant des « paiements pour services écosystémiques » (p. 130) et afin de « communiquer avec les décideurs publics dans leur langage, dominé par l'économie » (p. 125). Ce lien entre le travail gratuit et invisible des femmes et l'exploitation des « pans de [la] nature qui n'ont pas (encore) de valeur économique » (p. 119) réaffirme la pertinence de l'alliance entre écologie et féminisme en tant que cadre d'analyse et moteur de l'action politique.

L'écoféminisme en action n'est pas sans son lot de difficultés. Sans nier les bons côtés de l'action préfigurative telle que pratiquée par les néoruraux qui décident d'abandonner leur mode de vie urbain pour vivre davantage en accord avec leurs valeurs et leurs idéaux, Catherine Beau-Ferron expose les contradictions et les épreuves qu'elle a affrontées lors d'un tel changement de vie. Si la paysannerie est un véhicule par lequel l'écologie sociale peut se déployer, elle ne rend pas aussi facile l'expression du féminisme. En effet, les femmes peuvent involontairement intégrer dans leur mode de vie des pratiques hétéronormatives qu'elles veulent pourtant combattre. « Très vite, je me suis retrouvée dans une photo en noir

et blanc, avec un tablier au cou, bébé au sein, un poulailler à nettoyer et des lapins à abattre, pendant que mon compagnon de l'époque gossait dehors après sa machine numéro 3 », raconte-t-elle (p. 75). C'est en réfléchissant aux notions de choix et de conformisme et en suggérant l'importance du partage des tâches dans toute la communauté que l'autrice arrive à délier ce nœud et à surmonter la « colère qui grond[ait] en [elle] dès qu'[elle] cuisinait ou passait le balai, une colère ancienne, une colère générale de femme » (p. 77). Les réflexions de Beau-Ferron rejoignent celles de Valérie Lefebvre-Faucher qui se positionne devant une question qui, encore une fois, concerne les sensibilités autant écologistes que féministes. Est-ce que donner naissance à un enfant contrevient à nos valeurs écologistes ? Pas si l'amour du monde guide l'éducation familiale, défend-elle (p. 154).

L'ouvrage se conclut avec une nouvelle futuriste de Pattie O'Green présentant son Montréal utopique : vert, où les jardins abondent et où l'asphalte n'est que vestige. Cela reflète bien le ton de l'ouvrage : léger, voire souvent divertissant. L'écriture légère, accessible, personnelle et subjective ne néglige pas l'exposition claire des théories féministes et de l'écologie sociale qui façonnent les écoféminismes, ainsi que les multiples concepts traversant ces théories et les pratiques en accord avec les principes féministes. L'intérêt du livre repose également sur le respect de la cartographie des courants écoféministes présentée en introduction et qui se reflète dans les chapitres. Bien que le choix éditorial donne une place plus grande à l'écoféminisme politique (libertaire) et à l'écoféminisme théorique qu'à l'écoféminisme spirituel, ce dernier courant fondateur demeure présent dans l'ouvrage en inspirant notamment Lefebvre-Faucher dans ses réflexions sur la maternité.

Si *Faire partie du monde* est théoriquement riche, les autrices restent relativement silencieuses devant des débats ontologiques importants sur l'essentialisme féminin qui traversent les écoféminismes. En effet, les fondements de l'écoféminisme reposent en

partie sur un amalgame entre les caractéristiques reproductives de la femme et de la terre, mais on ne trouve dans les « réflexions écoféministes » du recueil ni l'expression d'un accord explicite avec cette interprétation, ni la formulation d'une critique ouverte à l'endroit de celle-ci. Maud Prud'homme est la seule qui accorde un passage de son texte à la question de l'essentialisme qui est toujours très présent dans les écoféminismes autochtones et du Sud et auquel se heurtent les féministes qui ne trouvent « pas simple-simple d'accueillir l'idée d'essence féminine quand on ne reconnaît pas la binarité des genres comme un fait universel » (p. 107).

Bref, par sa forme accessible, l'ouvrage collectif *Faire partie du monde* contribue à la fois à la mise en lumière des écoféminismes pour le grand public qu'il vise prioritairement et pour les chercheur·e·s féministes qui souhaiteraient user d'un cadre d'analyse écoféministe dans leurs recherches. Cet ouvrage introductif est adressé à un public non spécialisé qui entrera en contact avec les perspectives écoféministes à travers divers procédés stylistiques (essais, fiction, réflexions et notes non linéaires), rendant la lecture agréable et inspirante.

Ève-Laurence Hébert

Département de science politique,
Université de Montréal
eve-laurence.hebert@umontreal.ca

La nation pluraliste. Repenser la diversité religieuse au Québec, de Michel Seymour et Jérôme Gosselin-Tapp, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2018, 296 p.

Dans *La nation pluraliste. Repenser la diversité religieuse au Québec*, Michel Seymour et Jérôme Gosselin-Tapp s'engagent sur le terrain de la philosophie politique appliquée dans l'objectif de « penser un modèle d'aménagement de la diversité qui convien[ne] véritablement au Québec » (p. 279). Ils proposent une interprétation particulière des travaux du philosophe John Rawls afin de développer un « libéralisme républicain ».

Cette théorie politique appliquée se veut une voie médiane entre les perspectives « libérale individualiste » et « républicaine jacobine », soit les principaux pôles idéologiques à partir desquels on interprète les débats sur la diversité au Québec. Avec ce livre, Seymour et Gosselin-Tapp contribuent à la littérature de plusieurs manières.

D'abord, les trois premiers chapitres offrent une analyse aussi minutieuse qu'audacieuse des travaux de Rawls. Mettant l'accent sur le contenu de *Libéralisme politique* (1993) et de *Paix et démocratie* (1993), Seymour et Gosselin-Tapp n'empruntent aucun raccourci et montrent habilement comment Rawls ne s'appuie pas simplement sur « une morale strictement individualiste » (p. 20). Ils défendent l'interprétation selon laquelle la finalité de la démarche rawlsienne vise la recherche de la « stabilité "pour les bonnes raisons" » (p. 70). Ainsi, pour Rawls, il importe d'instaurer « un système de droits et libertés égaux pour tous » (p. 70). Autrement dit, le philosophe américain propose un équilibre entre liberté des Anciens et liberté des Modernes, entre les conceptions positive et négative de la liberté. Bien que cette thèse ait déjà été défendue ailleurs (notamment par Catherine Audart, dans *John Rawls*, 2007, McGill-Queen's University Press), cette interprétation des travaux d'un des philosophes libéraux les plus importants du XX^e siècle ne fait pas consensus. Néanmoins, la thèse de Seymour et Gosselin-Tapp est suffisamment bien appuyée et fouillée pour être jugée légitime et cohérente, et ce, même par leurs plus féroces adversaires dans ce conflit d'exégèse.

Le chapitre 4 s'éloigne du terrain proprement philosophique et s'ouvre sur une contribution considérable dans l'interprétation des trajectoires sociohistoriques française, canadienne, et surtout québécoise en matière de laïcité et de gestion de la diversité. Proposant en quelque sorte une mise à jour de la cartographie qu'avait offerte Guillaume Lamy dans *Laïcité et valeurs québécoises* (2015, Québec Amérique), on retrouve cette même minutie et cette rigueur analytique lorsque les auteurs présentent les